



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.245/2
du 25 octobre 2021

advies 70.245/2
van 25 oktober 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
modification de l'arrêté royal
du 18 janvier 1990 portant
modalités d'exécution de la loi
du 11 août 1987 relative à la
garantie des ouvrages en
métaux précieux, en ce qui
concerne l'inscription au
registre de la garantie, les frais
et les rétributions'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
18 januari 1990 houdende de
uitvoeringsmodaliteiten van de
wet van 11 augustus 1987
houdende waarborg van
werken uit edele metalen, wat
de inschrijving in het
waarborgregister, de kosten en
de retributies betreft'

Le 29 septembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux, en ce qui concerne l'inscription au registre de la garantie, les frais et les rétributions'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 octobre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 octobre 2021.

*

Op 29 september 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende [de] uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen, wat de inschrijving in het waarborgregister, de kosten en de retributies betreft'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 25 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 oktober 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a confirmé que l'avis de l'Autorité de protection des données avait été sollicité.

Si l'accomplissement de la formalité susmentionnée devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État¹, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il serait judicieux qu'un rapport au Roi soit établi de manière à expliciter la *ratio legis* du projet à l'examen².

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, de l'accord du délégué du Ministre, on visera plus précisément l'alinéa 2 de l'article 11 et le paragraphe 2, alinéa 9, de l'article 15 de la loi du 11 août 1987 'relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux'.

De l'accord du délégué du Ministre, au même alinéa, on visera également l'article 3bis, alinéas 2 et 3, et l'article 17 de la même loi du 11 août 1987 dès lors que ceux-ci constituent les fondements juridiques des articles 1, 2, 5 et 6 du projet.

¹ À savoir d'autres modifications que celles résultant également du présent avis.

² Il est renvoyé notamment à l'observation formulée sous l'article 3.

DISPOSITIF

Article 2

L'auteur du projet saisira l'occasion que représente la disposition examinée pour remplacer, dans le texte liminaire de l'article 1/3, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 18 janvier 1990, modifié par l'article 2 du projet, les mots « d'un jugement » par les mots « d'une condamnation » puisque l'intention ne saurait être, dans cette disposition, de refuser un agrément à celui qui aurait fait l'objet d'un « jugement » d'acquiescement au terme de poursuites liées aux infractions énumérées.

Article 3

L'article 4 en projet entend modifier les montants des frais et rétributions visés et en ajouter de nouveaux.

La section de législation a déjà fait observer à cet égard ce qui suit :

« Les frais et rétributions ainsi visés constituent des redevances, c'est-à-dire la rémunération pécuniaire d'un service rendu au redevable, considéré individuellement, et dont le montant est proportionné au coût de ce service.

Pourvu qu'elle satisfasse à ces conditions, la redevance peut être considérée comme une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution (principe de légalité modéré), et non comme un impôt visé à l'article 170 de la Constitution (principe de légalité strict).

Pour entrer dans les prévisions des dispositions légales précitées, le montant des rétributions prévues dans le projet doit par conséquent être proportionné au coût réel du service dont elles constituent la contrepartie.

À défaut de disposer d'éléments chiffrés concrets et d'une tarification plus détaillée des diverses prestations déterminant le coût total du service, le Conseil d'État se limite à rappeler que les frais et rétributions prévus par le projet ne sont légalement admissibles que s'ils sont effectivement raisonnablement proportionnés au service rendu. Cette proportionnalité et, partant, le caractère compensatoire de la contrepartie exigée devront pouvoir être démontrés en cas de litige. Une justification concrète des diverses redevances prévues par le projet se fondant sur les calculs adéquatement motivés figurera utilement dans le rapport au Roi qu'il est, aux termes de l'observation générale n° 1, conseillé d'établir, ce qui contribuera à prévenir d'éventuelles objections de légalité qui pourraient être soulevées, dans pareils litiges, quant au montant des sommes réclamées »³.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu que

« [d]e berekening kunnen gevonden worden in de bijgevoegde Exceltabellen ».

³ Avis 47.710/2 donné le 3 février 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 janvier 2013 'modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juin 2007 modifiant la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux', (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47710>).

Les explications concrètes des diverses redevances telles que modifiées par le projet à l'examen (en ce compris les tableaux transmis par le délégué du Ministre) figureront par conséquent utilement dans le rapport au Roi qu'il est conseillé d'établir.

Article 4

1. Interrogé quant à la portée des termes « via la page web du registre du Bureau de la Garantie » à l'article 7, alinéa 1^{er}, en projet, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« De inschrijving moet op elektronische wijze gebeuren via MyMinfin, het platform van de FOD Financiën. Hierin is een toepassing ontwikkeld 'Waarborgregister van de Koninklijke Munt van België ».

Au vu de la réponse du délégué, le dispositif sera adapté de manière à ce que la disposition en projet reproduise une URL la plus explicite possible ⁴.

2. Aux termes de l'article 7, alinéa 2, en projet, la Monnaie Royale de Belgique est habilitée à « demander » les informations et documents requis dans le cadre de l'introduction de la demande d'inscription au registre.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition confie à la Monnaie Royale de Belgique un pouvoir dont il n'est pas exclu qu'il puisse s'exercer par la voie réglementaire.

Il n'est pas admissible qu'une administration, qui ne répond pas politiquement de ses actes devant le Parlement, soit investie de compétences de nature réglementaire. Une subdélégation à une telle autorité n'est exceptionnellement concevable que si elle concerne la détermination de mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique ⁵.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Ja, de K[oninklijke] M[unt] [van] B[elgië] is verantwoordelijk voor het bepalen van de documenten en inlichtingen. Echter zijn deze inderdaad dezelfde documenten en inlichtingen die worden opgevraagd als vermeld in artikel 15, § 2, zesde lid van de wet van 11 augustus 1987, alsook artikel 15, § 3, 1° en 3° ».

Dès lors que l'intention est en réalité de ne confier à la Monnaie Royale de Belgique que le soin de demander de fournir les mêmes informations et documents que ceux visés à l'article 15, § 2, alinéa 6, et § 3, 1° et 3°, de la loi du 11 août 1987 'relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux', comme cela ressort de la réponse du délégué du Ministre, le dispositif sera adapté en ce sens.

⁴ Voir en ce sens l'avis 69.305/AG donné le 6 mai 2021 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 7 mai 2021 'modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', observation n° 36.1. (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69305>).

⁵ En ce sens, l'avis 68.873/2 donné le 15 mars 2021 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021 'portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour l'année 2020', observation formulée sous l'article 4 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68873>).

3. L'article 7 de l'arrêté royal du 18 janvier 1990 actuel dispose ce qui suit :

« La première inscription au registre de la garantie doit faire l'objet d'une demande à introduire par les personnes visées à l'article 15, § 2, de la loi du 11 août 1987 ; à cette demande doit être joint un extrait du registre de commerce.

Le renouvellement annuel de l'inscription sera effectué au moyen d'un formulaire adressé par le Bureau de la Garantie, par voie postale recommandée, aux personnes inscrites au registre, celles-ci sont tenues de renvoyer au Bureau de la Garantie, dans les trente jours de sa réception, le formulaire complété et signé.

L'inscription et le renouvellement annuel de l'inscription au registre sont effectués sans frais ».

L'article 4 du projet tend à remplacer cette disposition par celle qui suit :

« L'inscription s'effectue de manière électronique via la page web du registre du Bureau de la Garantie.

L'inscription n'est acceptée que si les informations et les documents demandés par la Monnaie Royale de Belgique, sont donnés.

La Monnaie Royale de Belgique s'assure que la consultation des données du registre est opérée sans en alerter l[a] ou les personnes inscrites concernées.

La Monnaie Royale de Belgique s'assure que toute consultation du registre est enregistrée et conservée pour la durée prévue à l'article 15, § 2, de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux ».

L'article 7 de l'arrêté royal du 18 janvier 1990 entend donner exécution à l'article 15, § 2, alinéa 9, de la loi du 11 août 1987 'relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux', qui habilite le Roi à déterminer les modalités de l'inscription et de l'accès au registre du Bureaux de la Garantie. Si le projet à l'examen détermine les modalités de cette inscription, il ne détermine toutefois pas les modalités d'accès au registre, à savoir selon quelles modalités les agents de la Monnaie Royale de Belgique, de la police et de l'Inspection économique ont accès au registre, sauf à considérer que les modalités de consultation du registre prévues par les alinéas 3 et 4 de l'article 7 en projet constituent de telles modalités d'accès.

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« De medewerkers van de Koninklijke Munt van België hebben toegang tot het register via een intern netwerk ontwikkeld bij de FOD Financiën waarvan de KMB als dienst deel van uitmaakt.

De toegang voor politie en de economische inspectie verloopt net als bij de inschrijving via MyMinfin, het platform van FOD Financiën. Bij het inloggen moet gekozen worden als aanmelden als onderneming, zijnde de Federale Politie of FOD Economie waaronder de Economische Inspectie ressorteert ».

Si l'intention de l'auteur du projet est effectivement de considérer que les modalités de consultation du registre constituent des modalités d'accès à ce registre, il n'en demeure pas moins que les modalités d'accès au sens retenu par le délégué du Ministre ne figurent pas au dispositif en projet de sorte que celui-ci est à tout le moins incomplet. Or le Roi ne peut se dispenser de l'exécution de la loi en vertu de l'article 108 de la Constitution.

Le dispositif sera dès lors complété en conséquence.

En outre, en ce qui concerne plus particulièrement l'alinéa 3 de l'article 7 en projet, la section de législation n'aperçoit pas la portée de l'obligation faite à la Monnaie Royale de Belgique de s'assurer que la consultation des données du registre est opérée « sans en alerter la ou les personnes inscrites concernées ».

Si l'intention est de s'inscrire dans la lutte contre la fraude, qui constitue l'une des finalités du traitement des données contenues dans le registre, et, partant, d'encadrer la possibilité d'effectuer des contrôles en vue de combattre des délits comme le recel et l'escroquerie, tel que cela résulte de la loi, il y a lieu de modifier le dispositif en ce sens.

Si l'intention est en revanche de ne pas informer, en toute hypothèse, les personnes concernées de la consultation des données qui les concernent, il y aura lieu de justifier, dans le rapport au Roi, le caractère proportionné de la mesure dès lors qu'il s'agit de consulter des données à caractère personnel alors que l'une des finalités du traitement des données contenues dans le registre est également la transparence en ce qui concerne son accessibilité.

Article 6

Interrogé quant à la *ratio legis* de la disposition, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« De eerste berekening van de nieuwe kosten vond plaats in februari 2020. Echter zijn de laatste berekeningen gemaakt in juni 2021, welke ook zijn opgenomen in het ontwerp K[oninklijk] B[esluit]. Bijgevolg is het beter om als nieuwe referentiedatum juni 2021 te nemen voor de index i.p.v. februari 2020 ».

Le dispositif sera par conséquent modifié en ce sens.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de Gegevensbeschermingsautoriteit om advies werd verzocht.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van voornoemd vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan,¹ zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden.

ALGEMENE OPMERKING

Het verdient aanbeveling een verslag aan de Koning op te stellen teneinde de *ratio legis* van voorliggend ontwerp aan te geven.²

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het eerste lid nauwkeuriger verwezen moet worden naar artikel 11, tweede lid, en artikel 15, § 2, negende lid, van de wet van 11 augustus 1987 ‘houdende waarborg van werken uit edele metalen’.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in datzelfde lid eveneens verwezen moet worden naar artikel 3bis, tweede en derde lid, en artikel 17 van dezelfde wet van 11 augustus 1987, aangezien die bepalingen de rechtsgrond vormen van de artikelen 1, 2, 5 en 6 van het ontwerp.

¹ Namelijk andere wijzigingen dan die welke eveneens uit dit advies voortvloeien.

² Er wordt inzonderheid verwezen naar de opmerking die *infra* bij artikel 3 gemaakt wordt.

DISPOSITIEF

Artikel 2

De steller van het ontwerp moet de gelegenheid die de voorliggende bepaling biedt te baat nemen om in de tekst van de inleidende zin van artikel 1/3, eerste lid, 6°, van het koninklijk besluit van 18 januari 1990, dat bij artikel 2 van het ontwerp gewijzigd wordt, het woord “vonnis” te vervangen door de woorden “veroordeling”, aangezien het niet de bedoeling kan zijn dat, krachtens die bepaling, een erkenning geweigerd wordt aan degene die na een vervolging in verband met de opgesomde strafbare feiten bij vonnis vrijgesproken wordt.

Artikel 3

Bij het ontworpen artikel 4 worden de bedragen van de desbetreffende kosten en retributies gewijzigd en worden er nieuwe toegevoegd.

De afdeling Wetgeving heeft in dat verband reeds het volgende opgemerkt:

“De desbetreffende kosten en retributies vormen inderdaad retributies, dat wil zeggen de geldelijke vergoeding van een aan een individueel beschouwde heffingsplichtige verleende dienst die evenredig is met de kostprijs van die dienst.

Die vergoeding kan, voor zover ze aan die voorwaarden voldoet, beschouwd worden als een retributie in de zin van artikel 173 van de Grondwet (gematigd legaliteitsbeginsel), en niet als een belasting in de zin van artikel 170 van de Grondwet (volle legaliteitsbeginsel).

Het bedrag van de retributies omschreven in het ontwerp moet bijgevolg, wil het in overeenstemming zijn met de voornoemde wetsbepalingen, evenredig zijn met de werkelijke kostprijs van de dienst waarvan ze de tegenprestatie vormen.

Aangezien de Raad van State niet beschikt over concrete cijfergegevens of over een meer gedetailleerde tariefregeling van de verschillende prestaties die de totale kostprijs van de dienst bepalen, beperkt hij zich ertoe eraan te herinneren dat de kosten en retributies bedoeld in het ontwerp slechts wettelijk aanvaardbaar zijn indien ze daadwerkelijk redelijkerwijs in verhouding staan tot de geleverde dienst. Dat de geëiste tegenprestatie proportioneel is en tevens een vergoeding vormt, moet kunnen worden aangetoond ingeval zich een geschil voordoet. Het zou nuttig zijn een concrete verantwoording van de verschillende retributies omschreven in het ontwerp, gestaafd met genoegzaam gemotiveerde berekeningen, op te nemen in het verslag aan de Koning, waarvan de redactie wordt aanbevolen in algemene opmerking nr. 1, zodat wordt voorkomen dat in zulke geschillen mogelijke legaliteitsbezwaren worden aangevoerd die betrekking hebben op het bedrag van de geëiste vergoeding.”³

³ Advies 47.710/2 van 3 februari 2010 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 januari 2013 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 3 juni 2007 tot wijziging van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen’, (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47710>).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De berekeningen kunnen gevonden worden in de bijgevoegde Exceltabellen.”

Bijgevolg verdient het aanbeveling de concrete uitleg over de diverse retributies, zoals die bij voorliggend ontwerp gewijzigd worden (met inbegrip van de tabellen die de gemachtigde van de minister overgezonden heeft) op te nemen in het verslag aan de Koning dat idealiter opgesteld zou moeten worden.

Artikel 4

1. Naar aanleiding van een vraag in verband met de draagwijdte van de woorden “via de webpagina van het register van het Waarborgkantoor” in het ontworpen artikel 7, eerste lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“De inschrijving moet op elektronische wijze gebeuren via MyMinfin, het platform van de FOD Financiën. Hierin is een toepassing ontwikkeld ‘Waarborgregister van de Koninklijke Munt van België.’”

In het licht van het antwoord van de gemachtigde moet het dispositief aldus aangepast worden dat in de ontworpen bepaling een zo volledig mogelijke URL weergegeven wordt.⁴

2. Luidens het ontworpen artikel 7, tweede lid, wordt de Koninklijke Munt van België gemachtigd om, in het kader van de indiening van een aanvraag tot inschrijving in het register, de vereiste informatie en documenten te “vragen”.

Zoals die bepaling gesteld is, wordt daarbij aan de Koninklijke Munt van België een bevoegdheid verleend waarvan niet uitgesloten is dat ze bij wege van verordening uitgeoefend kan worden.

Er kan niet aanvaard worden dat aan een bestuur, dat voor zijn handelingen geen politieke verantwoording verschuldigd is aan het parlement, bevoegdheden van verordenende aard opgedragen worden. Een subdelegatie aan een dergelijke overheid is slecht bij uitzondering denkbaar als ze betrekking heeft op het vaststellen van maatregelen van louter bestuur of van in hoofdzaak technische maatregelen.⁵

⁴ Zie in die zin advies 69.305/AV van 6 mei 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 7 mei 2021 ‘houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’, opmerking 36.1. (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69305>).

⁵ In die zin, advies 68.873/2 van 15 maart 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021 ‘tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor het jaar 2020’, opmerking bij artikel 4 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68873>).

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Ja, de K[oninklijke] M[unt] [van] B[elgië] is verantwoordelijk voor het bepalen van de documenten en inlichtingen. Echter zijn deze inderdaad dezelfde documenten en inlichtingen die worden opgevraagd als vermeld in artikel 15, § 2, zesde lid van de wet van 11 augustus 1987, alsook artikel 15, § 3, 1° en 3°.”

Aangezien het in feite de bedoeling is de Koninklijke Munt van België slechts te machtigen om te vragen dat dezelfde inlichtingen en documenten bezorgd worden als die bedoeld in artikel 15, § 2, zesde lid, en § 3, 1° en 3°, van de wet van 11 augustus 1987 ‘houdende waarborg van werken uit edele metalen’, zoals blijkt uit het antwoord van de gemachtigde van de minister, moet het dispositief in die zin aangepast worden.

3. Het huidige artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 januari 1990 luidt als volgt:

“De eerste inschrijving in het waarborgregister moet het voorwerp uitmaken van een aanvraag, in te dienen door de in artikel 15, § 2, van de wet van 11 augustus 1987 beoogde personen; bij deze aanvraag moet een uittreksel uit het handelsregister worden gevoegd.

De jaarlijkse hernieuwing van de inschrijving zal worden uitgevoerd door middel van een formulier dat door het Waarborgkantoor, per ter post aangetekend schrijven, wordt gericht aan de in het register ingeschreven personen; deze dienen, binnen dertig dagen na ontvangst ervan, het ingevuld en ondertekend formulier aan het Waarborgkantoor terug te zenden.

De inschrijving en de jaarlijkse hernieuwing van de inschrijving in het register geschieden kosteloos.”

Bij artikel 4 van het ontwerp wordt die bepaling vervangen als volgt:

“De inschrijving geschiedt op elektronische wijze via de webpagina van het register van het Waarborgkantoor.

De inschrijving wordt slechts aanvaard als de door de Koninklijke Munt van België gevraagde informatie en documenten gegeven worden.

De Koninklijke Munt van België ziet erop toe dat de raadpleging van de gegevens van het register gebeurt zonder dat de betrokken ingeschreven personen daarvan worden verwittigd.

De Koninklijke Munt van België ziet erop toe dat elke raadpleging van het register wordt geregistreerd en bewaard voor de duur voorzien in artikel 15, § 2, van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen.”

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 januari 1990 strekt tot uitvoering van artikel 15, § 2, negende lid, van de wet van 11 augustus 1987 ‘houdende waarborg van werken uit edele metalen’, waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het bepalen van de nadere regels betreffende de inschrijving in en de toegang tot het register van het waarborgkantoor. Bij voorliggend ontwerp worden de regels voor die inschrijving weliswaar bepaald, maar daarbij worden de nadere regels voor de toegang tot dat register evenwel niet vastgesteld, namelijk de nadere regels volgens welke de personeelsleden van de Koninklijke Munt van België, van de politie en van de economische inspectie toegang hebben tot dat register, tenzij ervan uitgegaan wordt dat de nadere regels voor de raadpleging van het register die vervat zijn in het ontworpen artikel 7, derde en vierde lid, dergelijke nadere regels betreffende de toegang vormen.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De medewerkers van de Koninklijke Munt van België hebben toegang tot het register via een intern netwerk ontwikkeld bij de FOD Financiën waarvan de KMB als dienst deel van uitmaakt.

De toegang voor politie en de economische inspectie verloopt net als bij de inschrijving via MyMinfin, het platform van FOD Financiën. Bij het inloggen moet gekozen worden als aanmelden als onderneming, zijnde de Federale Politie of FOD Economie waaronder de Economische Inspectie ressorteert.”

Hoewel het inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is ervan uit te gaan dat de nadere regels voor het raadplegen van het register nadere regels voor de toegang tot het register zijn, neemt dat niet weg dat de nadere regels betreffende de toegang zoals de gemachtigde van de minister ze opvat, niet in het ontworpen dispositief opgenomen zijn, zodat het dispositief op zijn minst onvolledig is. Krachtens artikel 108 van de Grondwet mag de Koning evenwel niet nalaten de wet uit te voeren.

Het dispositief moet bijgevolg dienovereenkomstig aangevuld worden.

Wat meer in het bijzonder het derde lid van het ontworpen artikel 7 betreft, ziet de afdeling Wetgeving bovendien niet in wat de draagwijdte is van de verplichting die aan de Koninklijke Munt van België opgelegd wordt om erop toe te zien dat de raadpleging van de gegevens van het register gebeurt “zonder dat de betrokken ingeschreven personen daarvan worden verwittigd”.

Als het de bedoeling is dat een en ander gebeurt in het kader van de fraudebestrijding, wat één van de doelstellingen is van de verwerking van de gegevens in het register, en, bijgevolg, te regelen binnen welke perken controles uitgevoerd mogen worden met het oog op het bestrijden van strafbare feiten zoals heling en oplichting, zoals dat uit de wet voortvloeit, dan dient het dispositief in die zin gewijzigd te worden.

Als het daarentegen de bedoeling is om de betrokkenen hoe dan ook niet in te lichten over de raadpleging van de gegevens die op hen betrekking hebben, dient de proportionaliteit van de maatregel in het verslag aan de Koning verantwoord te worden, aangezien het gaat om het raadplegen van persoonsgegevens terwijl één van de doelstellingen van de verwerking der gegevens in het register eveneens transparantie is wat de toegankelijkheid ervan betreft.

Artikel 6

Op een vraag in verband met de *ratio legis* van deze bepaling heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De eerste berekening van de nieuwe kosten vond plaats in februari 2020. Echter zijn de laatste berekeningen gemaakt in juni 2021, welke ook zijn opgenomen in het ontwerp K[oninklijk] B[esluit]. Bijgevolg is het beter om als nieuwe referentiedatum juni 2021 te nemen voor de index i.p.v. februari 2020.”

Bijgevolg moet het dispositief in die zin gewijzigd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT